

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 Bayonne

Bayonne, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OLANO Thomas S.A.

Zone industrielle de JALDAY
64500 Saint-Jean-de-Luz

Références : UBD40-64/D2024_
Code AIOT : 0005205948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement OLANO Thomas S.A. implanté Zone industrielle de JALDAY 64500 Saint-Jean-de-Luz. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action Régionale Station service

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OLANO Thomas S.A.
- Zone industrielle de JALDAY 64500 Saint-Jean-de-Luz
- Code AIOT : 0005205948
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par le récépissé de déclaration n°96/IC/293 en date du 21 janvier 1997, complété par le par le récépissé de déclaration n°02/IC/174 en date du 15 avril 2002, la société OLANO a déclaré exploiter 3 entrepôts dans la zone de Jalday sur la commune de Saint Jean de Luz. Par la preuve de dépôt n°A-0-NKD6AT8WK7 en date du 06/03/2020 la société OLANO a déclaré, pour son site situé sur la

commune de Saint-Jean de Luz, une station service soumise au régime de la Déclaration Contrôlée, rubrique 1435-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.7	Demande d'actions correctives	3 mois : dossier de cessation d'activité 6 mois : Dépollution à l'endroit du site

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas en conformité avec la réglementation concernant les dispositions d'exploitation de sa station service. Il a déclaré une activité répondant à la rubrique 1435-2 de la nomenclature le 06/03/2020 sous le régime de la Déclaration Contrôlée (DC). Suite à des analyses demandées par l'inspection des installations classées qui ont révélé une pollution (Rapport en date de septembre 2020), l'exploitant a arrêté l'exploitation de sa station-service. Selon les articles 1.2 et 1.7 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010, l'exploitant aurait dû en informer en premier lieu sous 1 mois Monsieur le Préfet et réaliser une cessation d'activité avec l'ensemble des obligations qui lui incombent dont la dépollution du site. L'exploitant a donc 1 mois pour porter à la connaissance, de Monsieur le Préfet, l'évolution et les changements concernant la rubrique susvisée, 3 mois pour déposer, auprès des services de l'inspection des installations classées, le dossier de cessation d'activité de la station service comportant l'ensemble des éléments réglementaires et 6 mois pour réaliser les investigations nécessaires et obligatoires dont la dépollution complète à l'endroit du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.2
Thème : Autre, Modification
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.
Constats : Non Conforme L'exploitant a déclaré le 06/03/2020, par la preuve de dépôt n°A-6OP-NKD6AT8WK7, une activité de station service rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous le régime de la déclaration contrôlée avec une capacité d'activité d'environ 1475 m ³ . Le jour de l'inspection, l'exploitant nous indique que finalement, il n'exploite pas l'installation susvisée, la station service n'étant pas aux normes, elle n'a pas été exploitée depuis

cette déclaration. Il est demandé à l'exploitant de respecter l'article 1.2 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 et de porter à la connaissance de Monsieur le Préfet toute modification apportée à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale. L'exploitant a 1 mois pour porter à la connaissance de Monsieur le Préfet l'évolution et les changements concernant la rubrique susvisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.7
Thème : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Lors de la cessation complète ou partielle de l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, l'exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.
Constats : Non Conforme L'exploitant indique vouloir cesser définitivement son activité de station service gazoil. Lors de sondage, demander par les services des installations classées, il a été constaté une pollution aux hydrocarbures provenant à cette activité. L'exploitant qui a pour projet une installation de distribution de B100 (Bio-carburant) à ce même emplacement doit respecter l'article 1.7 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 soit : "Lors de la cessation complète ou partielle de l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, l'exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées." Compte tenu des travaux à réaliser, l'exploitant a 3 mois pour déposer, auprès des services de l'inspection des installations classées, le dossier de cessation d'activité de la station service comportant l'ensemble des éléments réglementaires et 6 mois pour réaliser les investigations nécessaires et obligatoires dont la dépollution complète à l'endroit du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : <u>3 mois</u> pour déposer le dossier de cessation d'activité et <u>6 mois</u> pour la dépollution à l'endroit du site